

Retraites :

Comment sortir de cette spirale infernale



Recueil de documents du blog « Où va la CGT ? », du journal « Partisan » et de tracts publiés lors du mouvement sur les retraites de 2010



Septembre 2013 - 2 €

Sommaire

- Tract pour les manifestations du 10 septembre 2013 à l'occasion de la réforme Hollande
- « Retraites : penser plus loin que le bout de son nez », article du blog « Où va la CGT ? » du 11 février 2010.
- La pénibilité, symbole d'une réforme de classe ! article du blog « Où va la CGT ? » du 17 juin 2010
- Femmes : les chiffres scandaleux de la retraite, article du journal « Partisan » du mois de novembre 2010.
- Retraite et Socialisme, article du journal « Partisan » du mois d'avril 2010.
- Contre l'injustice, contre le capitalisme, quelque chose s'est mis en marche (en forme de bilan du mouvement de 2010), éditorial du journal « Partisan » du mois de décembre 2010.
- Tract pour les manifestations du 7 septembre 2010 à l'occasion de la réforme Sarkozy (pour mémoire, et pour comparaison...)

**Après 2010
2013 !**

**Le travail CASSE,
la retraite AU RABAIS**

**C'est toute la
société que nous devons
changer !**

**Une réforme après l'autre et avant la
suivante...**

Nouvelle attaque du gouvernement Hollande. Après les sans-papiers, après les milliards aux patrons, après l'ANI, la réforme de l'éducation nationale et les attaques contre la santé, après les interventions au Mali et en Syrie, c'est une nouvelle réforme des retraites : le gouvernement PS est dans la continuité de Sarkozy, les projets de la bourgeoisie ne changent pas avec la couleur du gouvernement.

La désillusion est forte pour celles et ceux qui pensaient que la revanche de 2010 se ferait dans les urnes... Ce n'est pas la revanche, au contraire c'est la suite !

Et dans sa manière de faire, le PS au pouvoir introduit l'idée que le capitalisme doit être réformé en permanence, le fatalisme, on n'y peut rien...

Le problème, ce n'est pas que le gouvernement est « sourd de l'oreille gauche », c'est qu'il agit de concert avec le patronat, industriel et financier, pour améliorer la santé du capitalisme français en difficulté dans la guerre économique mondialisée ! Et Moscovici se fait applaudir par le MEDEF et son nouveau patron Gattaz.

Les retraites, c'est une affaire DE CLASSE !

Ce sont les ouvriers, les prolétaires, les premiers touchés, les premiers concernés. Cassés par l'exploitation au boulot, ils sont jetés dès 55 ans (au chômage ou en invalidité) et meurent plus jeunes que tous les autres. Ca y est : l'espérance de vie en bonne santé a déjà baissé !

Alors on nous parle pénibilité... Mais on n'est plus sur le départ à 50 ans, on n'est plus sur la défense des régimes existants (égoutiers, lignards, cheminots...), on est sur l'individualisation. Et alors que la CGT s'y opposait farouchement depuis des années, Thierry Lepaon rentre dans le jeu du compte individuel épargne pénibilité dans son dernier courrier à Ayrault...

Face à une attaque de classe, réponse de classe !

Le capitalisme, c'est la guerre, économique et militaire. La guerre où ce sont les prolétaires et les peuples du monde qui paient la facture. La guerre au Proche Orient, la guerre au Mali, la guerre dans les restructurations d'entreprises, dans l'automobile ou l'agro-alimentaire.

Le capitalisme est en crise, les bourgeois doivent vaincre ou périr, écraser leur concurrents requins. Alors, c'est toujours plus d'exploitation, de cadences et tant pis pour notre santé et notre vie sociale, des retraites au rabais, tant pis pour les anciens trop usés pour être encore utiles, toujours plus de précarité et tant pis pour les jeunes qui enchainent les petits boulots...

Aujourd'hui, les capitalistes jettent les anciens dès 55 ans, plus assez productifs... C'est la réalité des chiffres, pas les beaux discours. C'est pour cela que nous revendiquons :

La retraite à 55 ans, 50 ans pour les travaux pénibles, sans aucune condition de trimestre !

La pension à 75% du dernier salaire, minimum de 1700 €, plafonné à 3500 € !

Les bourgeois, qui tiennent tous les rênes de la société, qui ont tous les pouvoirs, ils ne sont pas capables de nous donner du boulot ? Et bien tant pis, qu'ils nous permettent de vivre correctement sans travailler ! La crise ce n'est pas la nôtre, c'est la leur !

Comment sortir de cette spirale infernale ?

Le PS Hollande et l'UMP Sarkozy/Copé/Fillon chicanent sur des virgules, ils sont en fait d'accord.

En face, on a ceux qui nous proposent une « meilleure répartition des richesses », avec par exemple le projet emploi-salaires-retraites de la CGT et aussi du Front de Gauche. Ça part d'un bon sentiment, un peu évident, « il n'y a qu'à » prendre l'argent là où il est !

Mais pour eux, la concurrence et la guerre économique mondialisée, ça n'existe pas. La crise n'est qu'un « prétexte »... Mais enfin, dans quel monde vivent-ils ? Quelle est cette illusion insensée qu'il suffirait d'augmenter les salaires et d'embaucher pour régler la crise capitaliste et la concurrence mondiale ?

Mais pourquoi ne disent-ils pas un mot de la concurrence, des délocalisations, de la guerre féroce entre requins de tous bords, tout autour de la planète, comme en ce moment dans l'automobile ? Pourquoi ne demandent-ils pas la baisse des cadences, la suppression du travail à la chaîne, du travail posté, du travail de nuit, des horaires insensés, de l'intérim et de tous les contrats précaires ? La solution de la crise du capitalisme, ce n'est pas un peu plus de salaires et de protection sociale, tout en restant continuant à suer sang et eau au profit de nos exploitateurs !

La solution de la crise du capitaliste, c'est en finir avec l'exploitation, la vie que nous subissons toutes et tous, au travail ou au chômage !

**Travailler tous, travailler moins,
travailler autrement !**

Changer le travail, changer la retraite !

En finir avec l'exploitation, devenir maître de son destin, décider collectivement de ce qui est utile de produire et ce qui ne l'est pas, pouvoir effectuer en même temps un travail manuel et un travail intellectuel, décider des priorités de l'Etat pour le peuple (et pas pour le capital).

Changer le travail lui-même, bouleverser de fond en comble le système de production pour préserver la santé physique et mentale des travailleurs.

Permettre aux anciens de finir dignement leur vie en participant à l'activité sociale, avec une réduction progressive de leur participation, qui tienne compte de leurs capacités physiques et de santé.

Permettre aux jeunes de s'insérer immédiatement dans la collectivité, sans attendre 25 ou 26 ans à merder d'un petit boulot à l'autre...

C'est une révolution qu'il nous faut, qui suppose d'en finir avec les bourgeois, l'exploitation, le profit.

Nous voulons « un autre monde », revenir à l'idéal du communisme porté par les révolutionnaires de la Commune, des Révolutions russe et chinoise !

Le Socialisme, c'est n'est pas Hollande et sa clique ! Le Communisme, cela n'a rien à voir avec les petites réformes du PCF et du Front de Gauche !

C'est la Voie Prolétarienne qu'il nous faut reprendre !



Retraites : penser plus loin que le bout de son nez !

(blog « Où va la CGT ? » | février 2010)

Nota ré-édition 2013 : les montants devraient bien sûr être réactualisés... par exemple le mini à 1700 € nets.

C'est le sujet brûlant qui va nous tomber dessus.

Le sommet social de la semaine prochaine va aborder la question avec Sarkozy, et on annonce une loi votée dès le mois de Juillet (évidemment, pendant les vacances, les mauvais coups...)

Avant de se lancer dans une bataille, il faut prendre le temps de réfléchir. Savoir ce qu'on défend, et pourquoi. Ne pas se lancer n'importe comment dans la lutte.

Et malheureusement, les prétendues évidences sur la retraite ne sont pas aussi claires qu'on le laisse entendre, y compris dans notre camp... Alors, réfléchissons un peu, et nous aurons bien sûr (on l'imagine sans mal !) l'occasion d'y revenir dans les semaines qui viennent.

Et d'abord, pour commencer, ça sort d'où la retraite ?

Et bien la première évidence, c'est que la retraite apparaît avec l'exploitation capitaliste, et même avec le stade impérialiste du capitalisme, celui où le capital envahit tous les domaines de la vie.

Pendant des siècles, on ne parlait pas de retraite, mais d'activité toute sa vie, et le parfait exemple encore vivant est celui du monde paysan. Simplement, à partir d'un certain âge, du déclin des capacités physiques, les activités (productives et autres) allaient en réduisant jusqu'à la mort. Il y avait continuité dans la vie sociale, qu'il s'agisse du travail ou de toutes les autres activités.

La rupture de la retraite est apparue avec l'intensification du travail capitaliste, de la destruction physique et intellectuelle amenée par l'exploitation. Tout simplement, à partir d'un certain âge, la force de

travail n'était plus assez efficace, performante, compétitive dans la guerre économique et la course aux profits, et il fallait se débarrasser des vieux. D'ailleurs, dans un premier temps, on se débarrassait des vieux, mais la retraite n'existait pas encore. Les anciens se retrouvaient soit dans la misère pour mourir très vite, soit à la charge de leurs familles. Mais qui dit "charge", dit coût de reproduction de la force de travail, et donc problème pour les jeunes.

La retraite est donc apparue (vers 1910) comme la solution sociale et collective pour prendre en charge, par l'Etat, des exclus du système productif (comme des chômeurs, c'est exactement la même chose).

Mais sur le fond, la notion même de retraite, de coupure brutale avec le travail, est liée au capitalisme et à la manière dont il traite la force de travail : une source de plus-value jetable quand elle n'est plus rentable. La retraite n'est un "progrès social" qu'au sens où elle atténue les effets de ce rejet.

L'accentuation du "problème" des anciens

"Problème", pour les exploités, bien sûr.

Tout s'aggrave avec les restructurations, la crise, les licenciements. Avec la concurrence accentuée, l'intensification du travail s'accroît, les cadences augmentent, les rythmes de travail deviennent de plus en plus fous, le travail posté et de nuit se généralisent. Le corps et l'esprit se fatiguent beaucoup plus vite avec cette productivité qui augmente. A 55 ans, un ouvrier ne vaut plus rien, n'arrive plus à suivre. La force de travail s'use plus vite.

Alors, on le sortait de la chaîne, il y avait des emplois annexes, au magasinage, à la manutention, au gardiennage, à la maintenance. Mais là encore le talon de fer du capital est passé par là. Tout a été sous-traité, délocalisé, restructuré, ces postes ont disparu.

Ensuite, sont apparus dans les années 70 les FNE, la possibilité de partir en "pré-retraite" pour les ouvriers les plus âgés, 57 ans et 3 mois, 55 ans, moins parfois lors de luttes dures menées contre les licenciements.

La retraite, et l'avancée de son âge, ne sont que la manifestation de la crise capitaliste et de la multiplication des restructurations violentes, de l'intensification de l'exploitation. C'est parfaitement net dans les statistiques de l'INSEE, où l'on voit le taux d'activité des hommes de plus

de 55 ans s'effondrer de 70% à 55% entre 1979 et 1983, précisément lors de la première vague de restructurations...

Toutes les velléités des bourgeois de prétendre allonger la durée du travail se heurtent à cette réalité incontournable, et c'est pour cela que ce n'est que l'apparence du débat.

Activité libre et activité contrainte

Sortons de cette vision. Essayons de réfléchir "autrement", d'imaginer le monde que nous voulons, de remettre à l'endroit nos idées, comme les camarades de Philips l'ont fait dans leur conflit sur l'emploi.

Au fond, si on réfléchit bien, on est contre l'idée même de la retraite. Si on doit imaginer un avenir, c'est celui des activités libres, toute la vie, "de chacun ses capacités". Activités qui comportent bien sûr le travail (activité productive), mais aussi toute l'activité citoyenne et sociale, l'épanouissement individuel. Activités qui tiennent compte des capacités techniques, physiques (âge), familiales de chacun.

De ce point de vue, avec cette vision du monde, il n'y a pas de retraite qui compte. L'activité se réduit alors progressivement au fil des ans, jusqu'à la mort, en fonction de la capacité de chacun, selon les contextes... Les capacités changent, il n'y a plus de rupture dans la vie sociale, et par exemple c'est la transmission de l'expérience et de la mémoire des anciens qui est mise au premier plan.

Cette "activité libre" s'oppose frontalement à l'activité contrainte matérialisée par l'exploitation. Exploitation qui détruit physiquement et intellectuellement, qui appauvrit et dessèche l'expérience de chacun(e), qui laisse de côté quand il n'y a pas besoin (chômeurs) et qui jette le citron quand il est pressé (retraite). Activité qui divise le travail et le pouvoir entre décideurs et exécutants, intellectuels et manuels, dirigeants et dirigés...

Mais alors, sur quoi se battre ?

Et oui, c'est vrai cela, si sur le fond on est contre la retraite, il faut laisser passer les mesures, ne rien faire ?

Evidemment, non. Simplement cela éclaire bien le contexte, et donc la manière de se battre. Car l'aspiration la plus immédiate et la plus forte des anciens, c'est de fuir le plus vite possible le monde de l'exploitation pour se reposer, tenter de profiter un peu du temps libre qui leur reste à vivre

- temps libre qui d'ailleurs ne veut pas forcément dire activité libre, tant le capital sait se soumettre tous les volets de la société. Et nous savons que beaucoup d'anciens se retrouvent seuls à la retraite, et meurent sans plus aucune vie et utilité sociale.

Partir le plus vite possible, fuir l'exploitation, **c'est légitime**, c'est la situation actuelle que nous imposent nos exploitateurs... Et en plus, on n'est jamais en retraite pour le militantisme, voilà du temps libéré rendu vraiment utile !

Alors, partir, et dans quelles conditions ?



Faut-il parler années de cotisation ? Par exemple, "retour aux 37,5 années de cotisations", enjeux de multiples discussions encore au Congrès ? Au risque de heurter certains lecteurs, nous disons NON. On n'a pas à rentrer dans un débat pourri, qui lie notre départ à l'exploitation... Et les sans-papiers ? Et ceux qui ont travaillé tard ? Et les mères de famille qui se sont arrêtées ? Ce n'est pas notre débat.

Le capital nous jette parce que notre force de travail n'est plus assez rentable ? Soit, mais alors, ce doit être quel que soit le nombre d'années cotisées. Ce n'est pas à chacun de justifier sa place dans la société, c'est à celle-ci de donner à chacun la possibilité de la servir ! On notera que la Confédération va également dans ce sens, et sur ce volet elle n'a pas complètement tort quand elle écrit : « *Une carrière de salarié sera considérée comme complète dès lors qu'elle ne comportera, à compter de l'âge de dix-huit ans et jusqu'à l'âge de soixante ans, que des périodes de formation – validées par un diplôme ou une attestation en bonne et due forme – des périodes d'activité, c'est-à-dire d'exercice d'un travail salarié ou des périodes d'inactivité forcée : maladie, inaptitude temporaire au travail, invalidité, recherche d'un premier emploi, chômage indemnisé ou non, de courte ou de longue durée.* » Au détail bien sûr des "validations" et autres "bonne et due forme", qui excluent de fait bien des jeunes et moins jeunes...



A quel âge ? Est-ce une histoire de démographie, d'allongement de la durée de vie, d'emploi des seniors ou on ne sait quoi ? Pas du tout. Parce que quelle que soit la durée de la vie, l'intensification de l'exploitation empêche le maintien au travail des anciens. Alors, quoi défendre ?

Et bien, c'est le capitalisme qui nous répond.

L'espérance de vie d'un ouvrier est de cinq ans inférieure à celle d'un cadre, tout monde le sait et c'est **une injustice absolument insupportable** pour nous tous... Aujourd'hui, le

Catégorie socioprofessionnelle (période 1982-1996)	Espérance de vie (en années)	
	à 60 ans	à 65 ans
Cadres, professions libérales	22,5	18,5
Professions intermédiaires	19,5	16,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	20,0	16,0
Agriculteurs exploitants	20,5	16,5
Employés	19,0	15,5
Ouvriers	17,0	13,5
dont ouvriers qualifiés	17,5	14,0
dont ouvriers non qualifiés	16,0	13,0

■ Données INSEE, Conseil d'orientation des retraites.

le

taux d'emploi général des plus de 55 ans est de 38% toutes catégories confondues (chiffre INSEE), bien plus faible évidemment pour les prolétaires (25% ? 15% ? nous sommes en train de chercher le chiffre...). C'est à dire que, **dès à présent**, la très très grande majorité d'entre nous ne travaille plus après cet âge.

Voilà la réalité qui nous est imposée. Alors nous exigeons, tout simplement, **le droit à la retraite à 55 ans, quel que soit le nombre d'annuités**. D'autant, et nous en reparlerons, que non seulement les ouvriers meurent plus jeunes que les cadres, mais en plus leur retraite est bien plus marquée par toutes les formes d'incapacité...

La Confédération a abandonné cette vieille revendication ouvrière, on se demande bien sur quelle base... Ou plus exactement, dans l'incapacité totale de justifier le maintien du départ à 60 ans, on comprend qu'il ne s'agit bel et bien que d'une question de financement... on en reparlera ! Pour ce qui est des cadres (ou autres), qui vivent leur fonction sociale de façon positive et sont bien moins usés par le travail, ce n'est pas notre problème dans l'immédiat : **nous nous plaçons du point de vue des plus exploités, des ouvriers, des prolétaires** et c'est à partir de cela que nous déterminons nos exigences.



Oui, mais quelle pension, alors ? Car le fin fond de l'histoire du gouvernement, ce que tout le monde sait très bien mais que personne ne dit, c'est que **personne ne travaillera en fait plus longtemps**, surtout pas les ouvriers et les prolétaires, usés par le

travail, mais qu'ils partiront au même âge qu'avant, simplement avec une retraite amputée, réduite. C'est cela l'objectif caché...

Donc, que revendiquons-nous ? La revendication syndicale, c'est 75% du dernier salaire complet (et pas d'un quelconque salaire de "référence" - aujourd'hui sur 25 ans dans le privé...). Déjà, on se demande pourquoi, mais bon, on peut imaginer que les enfants sont casés, qu'il y a moins de besoins. Mais cette revendication doit être assortie d'un plancher, et aussi d'un plafond.

**Un mini à 1600 euros net, et un maxi,
mettons à 3500 euros nets.**

Et bien sûr en parallèle l'élargissement de ce minimum social aux étudiants, aux handicapés pour éviter de faire reposer sur les anciens la prise en charge que la société doit assurer.

Et puis un plafond, un maximum. Bien sûr ! Il est indécent d'imaginer un cadre supérieur toucher 7500 euros de retraite. Il faut en finir avec les retraites "chapeau" des grands dirigeants, comme il faut en finir avec leurs salaires astronomiques et leurs parachutes dorés... Aucun argument ne peut justifier de tel montants, et certainement pas celui des cotisations, puisque celles-ci ne servent pas à accumuler sa retraite, mais à financer par solidarité les pensions des retraités actuels... Déjà les ouvriers financent la retraite des cadres du fait de la différence d'espérance de vie...

La retraite, mais le reste aussi

On l'a vu, la question de la retraite, c'est celle de l'utilité de la force de travail pour les capitalistes.

Nous ne pouvons pas séparer le combat de celui sur l'intensification, la pénibilité, la réduction des cadences, l'interdiction du travail à la chaîne et du travail posté, de toutes ces revendications sur les conditions de travail que nous subissons au quotidien. Il ne s'agit alors pas seulement de gagner quelques années, comme le proposent les syndicats CGT en tête, mais de mener au concret ce combat dans les entreprises.

La question du financement...

On allait presque oublier le seul sujet dont tout le monde parle... Ah, oui, c'est que nous, sur ce blog, on se place du point de vue du travailleur, des prolétaires, sans rentrer dans la gestion de la société capitaliste.

Les richesses, elles existent, c'est plus criant que jamais. Des inégalités aux profits, des productions parasites et inutiles (des exemples ? la publicité, les emballages empilés, l'armement...) aux aides aux capitalistes et aux banques, de tous côtés on saurait trouver les financements, si on le voulait bien - c'est ce que fait un autre article publié sur ce blog. Sans parler des milliards d'exonérations au patronat, c'est à dire d'une baisse brutale du salaire global, puisque les cotisations ne sont que du salaire indirect... Le fond du problème, et le seul, c'est de savoir le choix politique et social que l'on fait des richesses ainsi créées, **quelles priorités on retient**. Ce sont toujours les contemporains qui financeront la retraite des anciens, et c'est bien une question de société. On voit aujourd'hui les priorités du capital. Il faudra imposer les nôtres.

Mais le problème, alors là pour le coup le vrai problème, c'est qu'on va commencer à toucher ainsi au capital, et à la répartition des richesses. Là, se pose la question de société, de pouvoir politique, de sens du monde que nous voulons construire.

Nous n'en sommes pas là concrètement, même si c'est dans ce sens que nous voulons aller. Alors, la meilleure manière d'avancer, c'est de défendre nos intérêts et rien d'autre, et de les imposer à nos exploités, charge à eux de régler la question, puisque c'est eux, encore pour un temps, qui ont le pouvoir !



La pénibilité, symbole d'une « réforme » de classe

(blog « Où va la CGT ? » 17 juin 2010)

Le gouvernement vient de présenter son projet de réforme des retraites.

Comme le dit pour une fois justement la Confédération, « un recul social sans

précédent »... Ce sont les travailleurs qui vont d'abord payer la facture, c'est clair et net.



Mais plus qu'un bilan comptable et qu'un exercice d'équilibre financier qui nous viderait les poches, c'est l'état d'esprit des propositions qui retient l'attention. Et à ce titre, les mesures retenues en matière de pénibilité sont plus que symboliques, relèvent bien de la provocation et surtout de la domination de classe.

Nous l'avons souvent abordé sur ce blog, la pénibilité touche au cœur de l'exploitation, au cœur des rapports de production. Travail à la chaîne ou aux pièces, horaires atypiques de jour comme de nuit, destruction physique et abrutissement intellectuel, toxiques, bruit, chaleur, stress, c'est bien là que se jouent au final les gains de productivité, dans la chair et le sang des prolétaires au travail. Les conséquences sont bien connues, qu'il s'agisse des morts de l'amiante, de la différence d'espérance de vie, ou d'une vie réduite à n'être qu'une force de travail pressée au maximum, jetée dès qu'elle n'est plus rentable.

La pénibilité est le symbole du capitalisme, et il n'y a pas négociation avec le capital sur ce terrain. Rendues obligatoires par la loi de 2003, les « négociations » avec le MEDEF n'ont rien donné – ils savent qu'il faut préserver à tout prix les zones où l'on peut gagner en productivité, quel qu'en soit le coût. Treize réunions de bavardage entre partenaires sociaux et au final, rien, à peine une liste de situation reconnues comme pouvant être pénibles. D'ailleurs, la réforme Woerth/Fillon/Sarkozy reprend mot pour mot les positions du MEDEF : refus absolu de tout caractère collectif à la pénibilité (en particulier la définition de métier ou de poste pénible), l'individualisation avec l'humiliation ultime de devoir passer devant une commission médicale pour justifier d'une invalidité supérieure à 20% et avoir ainsi droit... à partir à 60 ans !!! Déjà 20%..., style deux doigts qui manquent à la main droite...

C'est une honte, un tel **mépris pour l'ouvrier**, une insulte supplémentaire jetée à notre figure.

Les associations comme l'ANDEVA et la FNATH le rappellent dans leur communiqué : il suffira de placer les seuils à 19% dans les commissions de contrôle...

Les camarades de PSA Mulhouse le rappellent dans un bon tract diffusé avant connaissance des détails : nombre de handicaps et de situations invalidantes se déclarent après le départ en retraite, et nombre d'ouvriers se contentent tout simplement de mourir avant 65 ans.

Le combat contre la pénibilité est un combat permanent, pas seulement celui de la réparation et d'une retraite anticipée. C'est le combat pour les conditions de travail, pour préserver les capacités physiques et intellectuelles des travailleurs, quels qu'ils soient. C'est le combat pour changer le travail lui-même, interdire le travail de nuit (sauf bien sûr secteurs vitaux – comme la santé), le travail à la chaîne ou aux pièces, pour remettre l'homme au cœur de la société et pas le profit. C'est le combat pour changer de société, en finir avec l'exploitation qui nous réduit en pièces. C'est un combat où

nous devons nous organiser, bien au-delà des calculs comptables ou des équilibres financiers pour préparer notre libération.

La retraite à 55 ans, pour tous, sans aucune condition de trimestres !

Interdiction du travail de nuit et du travail à la chaîne !

Baisse des cadences, des horaires, hausse des salaires !

C'est le capital dans son ensemble qui est pénible, finissons-en !



Femmes : les chiffres scandaleux de la retraite

Les informations chiffrées les plus précises ont été communiquées mi-septembre par la Haute autorité de lutte contre les discriminations, la HALDE.

- ▶ Voici les écarts constatés par le COR, le conseil d'orientation des retraites, entre hommes et femmes en matière de retraite : en 2004, les femmes retraitées de plus de 60 ans percevaient une retraite en moyenne équivalente à 62 % de celle perçue par les hommes. Ceci en comptant les droits propres comme les droits dérivés, ces derniers représentant 15% du montant des pensions de retraite (pension de réversion, retraite complémentaire).
- Les femmes parties à la retraite ont validé en moyenne 20 trimestres de moins que les hommes, malgré les majorations de durée pour enfant. Seules 44% d'entre elles ont une carrière complète, contre 86% des hommes.
- Enfin, les femmes partent à la retraite en moyenne plus tardivement que les hommes, respectivement à 61,5 ans contre 60,1 ans pour la génération de 1938.

Ces inégalités au moment de la retraite reflètent et amplifient toutes les inégalités subies au cours de la vie : inégalité de salaires, charges domestiques et prise en charge des enfants demeurant essentiellement féminines, carrières discontinues : temps partiels, arrêt pour enfants ou prise en charge des parents âgés. Sans toucher à ce déroulement de la vie, encore une fois, on ne ferait que « compenser » une vie souvent plombée par un quotidien de prise en charge des proches.... Mais avec la réforme en cours, on n'en est même pas là : le report de l'âge de 65 à 67 ans pour une pension à taux plein va pénaliser en première ligne les femmes.

Oui mais « les femmes « n'existent pas « en général », mais bien dans un milieu social ! La retraite pour une patronne, qui a eu des employées de maison pour prendre en charge la vie domestique et l'éducation des enfants, ne ressemble en rien à celle d'une ouvrière qui a dû tout assumer seule ou avec l'aide de son conjoint dans le meilleur des cas, on le sait bien.

N'en demandez pas trop ! Ces chiffres ont été publiés après les échéances de vote à l'Assemblée, et en ce qui concerne ces différences selon les classes sociales, elles ne sont pas étudiées. Voilà une nouvelle occasion de mesurer combien la classe dominante détient le pouvoir en tout : non seulement elle ne communique les informations qu'au moment où le terrain est en partie déminé, mais en plus les officines de statistiques ne recherchent que ce qui compte pour le pouvoir en place. Deux autres exemples vont dans le même sens : aucune recherche disponible sur la situation de retraite des femmes migrantes en France, ni sur celle des vieux migrants. Enfin, une recherche commanditée pour dégager des informations pertinentes au niveau de toute l'Europe ne sera disponible que dans quelques mois...

Nous ne pouvons pas nous fier aux « experts » bourgeois. Lutter, c'est aussi contribuer à faire sortir les vérités cachées : lecteurs et lectrices, nous avons besoin de vos réactions sur cette question des retraites des femmes !

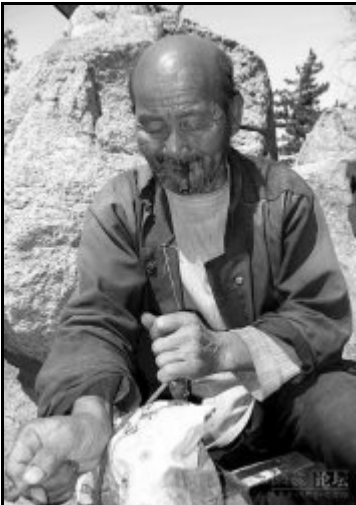
B.C.



Retraite et socialisme

En France aujourd'hui comme dans tous les pays capitalistes, une fois l'heure de la retraite sonnée, on se retrouve sans activités sociales, isolés. Certains militent, s'occupent de leurs petits-enfants, d'autres ont les moyens de voyager... Plus tard, il faut aller dans des maisons de retraites. En Chine, il y a 50 ans, ça ne se passait pas comme ça.

Les maisons de retraites aujourd'hui sont des mouiroirs, et la prise en charge coûte cher. Notre pays compte 1,1 million de personnes de plus de 85 ans, en majorité des femmes. En 2003, 15 000 personnes âgées décèdent de la canicule, personne n'est inquiété. Dans les maisons de retraite, les résidents ne participent pas au service, ils ne ressentent plus l'utilité de leur vie. Avant, ils participaient à la vie commune, avaient des tâches, participaient à l'entretien, au jardinage. Maintenant, pour des raisons d'hygiène, il est interdit aux pensionnaires de faire des tâches ménagères dans



les maisons de retraite. Quand les personnes âgées sont alitées, l'aide-soignant dispose de 20 minutes pour les laver, les installer, quel que soit l'état de la personne. On peut parler de maltraitance. Ces anciens ne sont pas rentables ? Mais si, l'argent rentre, les maisons de retraites, qu'elles soient privées ou publiques, mettent la rentabilité au poste de commande. L'argent de la pension y passe, et souvent il faut l'argent de la famille. C'est une affaire qui marche pour le capital, jusqu'à la mort. Peut-on faire autrement ? En Chine, ils ont essayé.

En Chine, il y a quelques dizaines d'années...

Les anciens travailleurs chinois recevaient une retraite qui était l'équivalent de 80% du salaire. A la campagne, les paysans ne touchent pas de retraite, l'âge où ils s'arrêtent de travailler dépend de leur état de santé. Généralement, ils travaillent moins en vieillissant, et s'occupent plutôt de tâches moins fatigantes. Il existe des polycliniques très décentralisées afin de ne pas isoler les anciens dans des hôpitaux loin de leurs familles. Il y a des restaurants collectifs, de même que des petits ateliers d'entretien des vêtements. Le brassage permanent des membres de la société de tous les âges, du nourrisson au vieillard, a une signification politique évidente. Contrairement à nos sociétés, en Chine du temps du socialisme, on ne considère pas qu'un vieux travailleur soit inutile, qu'il soit un fardeau. Permettre que les qualités d'enthousiasme et d'audace des jeunes générations, avec l'expérience politique des vieillards née de leur longue pratique de la lutte de classe, donne un mélange explosif, des forces plus grandes à la révolution. Avec la révolution culturelle, la fonction sociale des vieilles et des vieux s'est encore accrue et élargie.

Quelles organisations pour les anciens ?

Quand la révolution culturelle fut lancée, elle ébranla considérablement la pensée des anciennes et des anciens. Très vite, ils comprirent que, faute de mener la révolution jusqu'au bout, l'ancienne société pouvait revenir. Eux aussi ont écrit et apposé aux murs de la cité des journaux-affiches (dazibao) dans lesquels ils dénonçaient la théorie bourgeoise de l'inutilité des vieillards. Pour celles et ceux qui étaient en bonne santé, des équipes d'enquête et d'entraide pour le travail domestique furent organisées. Ils étudièrent la théorie révolutionnaire, le marxisme-léninisme, prouvant qu'ils étaient capables de tirer les leçons de leurs longues expériences, toutes les leçons nécessaires aux jeunes générations. C'est un lieu commun chez nous, de dire que les vieillards ont un horizon limité, que leur vie est faite de petites choses, petites joies,

petites peines. Mais s'il en est ainsi, c'est que la société les tient à l'écart, les parque dans une vie végétative et misérable. C'est l'organisation sociale qui est en cause et non une fatalité naturelle.

Faut-il parquer les anciens ?

« C'est à l'État de s'en occuper ». Et l'on voit dans ces maisons de retraite la preuve d'un progrès indubitable. Il n'en est rien. Lorsque la société n'est plus mue par le profit, lorsqu'elle ne considère pas comme productrices les seules activités rapportant du profit, elle en vient naturellement à modifier radicalement ses rapports avec les anciens « improductifs ». Les théories qui tentent de faire passer le parcade des vieillards pour un progrès de l'humanité s'appuient, elles aussi, sur l'opposition entre temps libre et temps de travail ; la retraite étant considérée comme du temps libre en opposition au travail salarié. Mais lorsque les diverses activités sociales se transforment progressivement en une libre activité enrichissante, ce n'est pas une faveur d'en être exclu, ce peut être une souffrance. En Chine, les maisons de vieilles et de vieux étaient construites dans les cités d'habitation elles-mêmes, ouvertes sur la société. Ceux qui y vivent participent comme les autres à la vie sociale. Selon leurs forces, elles et ils travaillent, 2, 3, 4 heures par jour, soit dans les ateliers de services, soit dans les crèches et les écoles. Afin de donner une éducation de classe aux enfants, ils vont avec eux pendant leurs loisirs visiter les usines, les hôpitaux, faire des enquêtes, etc. Ils leur parlent de l'ancienne société. Toutes ces activités sociales, productives, culturelles, ont pour résultat immédiat leur pleine participation à la vie politique des masses. Non, les anciens ne sont pas voués à finir leur vie dans des mouirois. Pour qu'ils en sortent, il faut que tout le monde s'en sortent ! Il faut en finir avec cette société.

D'après le livre de Claudie Broyelle, « La moitié du ciel », chez Denoel/Gontier, 1974. Bien que Broyelle ait abandonné aujourd'hui ses positions révolutionnaires, ce livre reste d'un grand intérêt.

Contre l'injustice, contre le capitalisme,

Quelque chose s'est mis en marche !

Avons-nous perdu ?

Oui, aujourd'hui, la loi est votée et va être mise en œuvre, et ils nous volent nos deux meilleures années de retraites pour en faire nos deux pires années de travail. Et encore ! Nous sommes nombreux à savoir que nous ne serons pas au boulot jusque-là, que c'est donc le montant de nos pensions de retraites qui fond avec cette loi.

Pourtant, qui aurait cru que nous serions aussi nombreux et déterminés durant ces deux mois de mouvement ?

Alors, nous avons gagné ?

Oui, aujourd'hui, quand il y a une grève, non seulement tout le monde s'en aperçoit, mais une grande majorité de la population la soutient.

Oui, aujourd'hui, la plupart des travailleurs n'est plus dupe des mensonges des politicards et propagandistes de la bourgeoisie : leurs discours sur « la nécessaire réforme », la « démographie », les « caisses sont vides », ça ne prend plus. Nous refusons de faire encore des sacrifices. Nous avons notre mot à dire sur la répartition des richesses que nous produisons !

Oui, aujourd'hui nous nous sommes mis en marche, nous avons retrouvé notre capacité de résister, de nous affronter aux capitalistes.

Mais en même temps, nous ne sommes pas allés jusqu'au bout.

En détournant un vieux slogan : **Nous avons osé lutter, mais nous n'avons pas osé vaincre.**

Pourquoi ?

- Tout d'abord parce que nous n'y croyions pas. Dès le début, on entendait autour de nous « C'est sûr, il ne cèdera pas ». Sarkozy s'est montré tellement sourd, qu'il nous a convaincus que nous criions dans le vide ! Depuis des années, nous nous battons le dos au mur, et même si nous avons enregistré des victoires, c'est toujours sur la défensive (contre le CPE, mais aussi contre la constitution européenne). La bourgeoisie a réussi à nous faire croire que nous étions affaiblis, impuissants.
- Ensuite, les directions syndicales ne nous ont pas aidés, en calant les manifs sur le calendrier parlementaire, et en ne demandant même pas le retrait du projet de loi. Mais nous n'étions pas assez naïfs pour croire qu'elles se battraient jusqu'au bout ! Nous savons depuis longtemps que pour gagner, il faut nous montrer très déterminé, il faut qu'elles se sentent débordées par la base pour suivre.
- Mais surtout (et ça explique ces deux premiers éléments), nous manquons de confiance en nos propres forces, nous n'avons pas assez confiance dans la possibilité d'un avenir sans nos exploités ! Sarko, c'est clair, nous n'en pouvons plus. Mais quelle alternative ? Le PS et la gauche en 2012 ? Non... C'est pas ça qui va changer nos conditions de vie !

Ce n'est pas le « moins pire » que nous méritons, mais le meilleur ! Et le meilleur, l'avenir sans injustice, sans capitalisme, ne viendront pas des élections où nos exploités se disputent nos voix, où nous leur donnons le pouvoir sur nos vies. L'avenir naîtra de nous : de notre détermination à l'inventer et à le construire.

« Le Manifeste du Parti Communiste » (écrit en 1847 par Marx et Engels) disait à propos des luttes des ouvriers : « *Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.* »

La CGT signale un afflux de nouveaux adhérents. C'est positif que certains, jusque-là isolés, prennent conscience de la nécessité de s'organiser.

Mais ceux qui sont conscients des limites du mouvement syndical doivent passer la vitesse supérieure. C'est à vous, lecteurs, que nous nous adressons : vous qui non seulement participez à la défense collective, mais surtout qui voulez changer les choses, qui voulez en finir avec cette société de l'injustice de classe.

Ce mouvement nous a redonné la conscience de notre force collective. Pour le transformer en victoire, **il faut faire de la politique !** Il faut arrêter de déléguer nos forces à des partis qui défendent les intérêts de la bourgeoisie. Nous pouvons et nous devons défendre nous-mêmes nos intérêts, et mener notre politique.

Le sous-titre de Partisan est « *De la résistance à la révolution !* ». Ces dernières semaines dans les cortèges et sur les blocages, nous avons souvent entendu des références à la révolution. Ensemble, nous devons créer les conditions pratiques et politiques pour que nos prochaines révoltes ne soient pas de simples témoignages de notre résistance, mais qu'elles soient en mesure de transformer concrètement notre réalité !



Le travail casse, la retraite est au rabais C'est toute la société que nous devons changer !

Nous affrontons une attaque de grande envergure, et la riposte est essentielle. Le gouvernement Sarkozy/Parisot a un objectif clair : restructurer le capitalisme français dans la crise et la compétition économique mondiale, le rendre plus compétitif. Après les dizaines de milliers de licenciements de 2009, c'est l'attaque contre les retraites en 2010. Et pourtant, les richesses existent, on l'a vu pour renflouer les banques, on voit les millions à vomir autour de l'affaire Bettancourt. Mais si c'est nous créons ces richesses, c'est le capital qui se les approprie... Pour nous toutes et tous, la retraite c'est l'aspiration au repos après des années de dur labeur, de fatigue quotidienne, d'usure au travail. La pénibilité, le stress, le harcèlement, ce ne sont pas des formules pour les négociateurs, des mots pour les journalistes, c'est ce que nous vivons quotidiennement, tous les jours de notre vie d'exploités, au travail et en dehors. Repousser l'âge de la retraite ? Même pas en rêve... tellement on est déjà rincés dès 50/55 ans... D'ailleurs tout le monde le sait bien, l'objectif est en fait qu'on parte au même âge, mais avec une pension incomplète, « les vieux dans la misère » ...

Travail-Exploitation / Retraite-Mise au rencart, c'est tout ce que nous propose le capitalisme ! Ça ne se règle pas par quelques trimestres de plus ou de moins, désolés ! Nous ne sommes pas de la chair à patrons, des « ressources humaines » à côté des ressources pétrolières ou financières... Nous sommes des prolétaires, des femmes et des hommes de chair et de sang, nous voulons vivre.

- Nous ne voulons plus nous détruire physiquement ou intellectuellement au travail, nous voulons enrichir toute la société de

notre imagination et de nos capacités. Il faut en finir avec toutes ces méthodes de production, travail à la chaîne, travail posté, travail de nuit et horaires atypiques, stress et polyvalence, chronomètres, qui broient nos corps et nos cerveaux, jour après jour, dans la concasseuse du capital.

- Nous ne voulons plus être jetés quand nous ne sommes plus assez productifs pour les exploiters, chômeurs et précaires, sans-papiers ou retraités, nous voulons travailler tous et moins.
- Nous ne voulons plus de ce temps libre qui n'en est pas un, en repos, vacances, retraite passés d'abord à récupérer de cette énorme fatigue qui nous pèse le reste du temps, ensuite à courir après les démarches et les papiers, enfin à consommer (quand on a les moyens...) dans les nouveaux temples que sont les grandes surfaces, Internet ou autres, avant de mourir définitivement inutiles...

La bataille qui s'engage aujourd'hui seulement sérieusement autour des retraites, c'est un des moments de la bataille générale contre l'exploitation capitaliste, au cœur des conditions de travail, au cœur de la place de l'homme dans la société. Nous, communistes de Voie Prolétarienne, nous voulons un monde nouveau, pour tout le peuple, pour une vie véritable au travail comme en dehors, pour que finisse le règne de l'argent

et que deviennent les maîtres ceux qui souffrent, ceux qui triment, ceux qui bataillent. Un monde où le travailleur ne se détruit plus au travail, ni physiquement ni intellectuellement, un monde où chacun(e) soit utile toute sa vie, où chacun(e), selon son âge et ses capacités, puisse contribuer à la construction d'une société nouvelle où ce seront nous, les ouvriers, les prolétaires qui auront le pouvoir. L'espoir communiste (le vrai communisme !), celui des Communards, des révolutions russes et chinoises, c'est celui-là !

C'est cet espoir que nous portons, c'est le parti indispensable pour ce projet que nous voulons construire.

Aujourd'hui, le capitalisme restructure, serre la vis. Posons ensemble les premiers pas sur le chemin de notre libération. Affirmons nos revendications, haut et fort, celles qui illustrent la société que nous voulons construire :

**Retraite à 55 ans sans aucune condition de trimestre, et
50 ans pour les travaux pénibles !**

Pension minimum à 1600 €, maximum à 3500 €!

Interdiction du travail à la chaîne, posté, de nuit !

Baisse des cadences !

**Travailler moins et travailler tous, 30h par semaine pour
tous !**



Abonnez-vous à

Partisan

• **TROIS MOIS À L'ESSAI = 3 EUROS**

- un an sous pli ouvert = 15 euros
- un an sous pli fermé = 23 euros

Nom, Prénom:.....

Adresse:

.....

.....

.....

Paiement par chèque à :

VP-PARTISAN · BP N° 122 · 93403 ·

SAINT-OUEN

CCP : N° 23 743 83 G PARIS

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN

